

Alternatives autochtones aux pays du *greenwashing*

—
PAR LAURENCE D'IST
—

Mûri par une équipe réceptive et réceptacle des préoccupations de ses publics et de ses partenaires, le Musée d'ethnologie de Genève (MEG) se positionne sur le sujet sociétal, culturel et mondial du bouleversement climatique et de l'Anthropocène. Préparée durant la première année du Covid (celle qui portait l'espoir d'une prise de conscience durable), l'exposition s'ouvre dans l'actualité du nouveau rapport du GIEC (dont les évaluations du réchauffement sont annoncées depuis 1988) et de la farce politique des grandes puissances lors de la COP26 à Glasgow.

Injustice environnementale – Alternatives autochtones

Musée d'ethnologie de Genève
Du 24 septembre 2021 au 21 août 2022
Commissariat : Carine Ayélé Durand



Ce qui relevait de la personnalité des précédents directeurs du musée – impliqués dans le mouvement international des peuples autochtones auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU) implantée à Genève – se transforme au nom du musée qui accélère ses engagements. Boris Wastiau, son directeur depuis 2009 – et qui marque paradoxalement

l'accomplissement de sa mission par son départ surprise du musée pour celui de Nestlé en mars prochain (!) –, souligne clairement les liens « entre la volonté décoloniale des objets et la volonté de durabilité des collaborations avec les peuples sources à l'origine des collections ». Cette transformation va jusqu'à repenser le nom du musée à travers une

consultation citoyenne, dont la tenue est en elle-même à signaler, et où l'on trouve des propositions allant jusqu'à le renommer en « musée des objets volés ». Celle-ci ne sera pas retenue : « Les peuples autochtones ne sont pas tous d'accord avec la restitution, rapporte le directeur, bien au contraire. » En effet, du point de vue de certains peuples sources,



Vue de l'exposition *Injustice environnementale – Alternatives autochtones*, MEG, Genève, 2021.

les objets présents dans les musées occidentaux peuvent être appréciés comme les ambassadeurs de leurs causes. Et dans le contexte actuel, leurs symboles portent une convergence de leurs luttes face aux crises climatiques aux quatre coins du globe. L'exposition montre que l'inertie, souvent décourageante, que rencontrent les citoyennes et citoyens des

pays développés pour la préservation des écosystèmes, les peuples autochtones y sont rodés, formés juridiquement et pugnaces depuis les années 1920. Le processus aura pris cent ans pour que la reconnaissance de leur souveraineté trouve un écho avec l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones en 2007.

La commissaire d'exposition et conservatrice en cheffe du MEG, Carine Ayé Durand, s'est appuyée sur un comité pluriel composé d'artistes, de militants, d'experts juridiques des peuples souches, notamment ceux de pays anglo-saxons, européens et de territoires outre-marins français. Un choix judicieux, en raison de la proximité entre Amérique du Nord et



Måret Ánne Sara. *Njoarosteame*, séries *Oaivemozit / Madness / Galskap*. 2012, impression, techniques mixtes. Courtesy de l'artiste.

Europe tant sur le plan démocratique que des échanges culturels et économiques. À travers le travail d'artistes contemporains issus de ces communautés, l'on découvre le peuple Sami de Norvège, les Anishinaabe sur un vaste territoire à cheval sur la frontière entre Canada et États-Unis, les Ts'msyen d'Alaska, les Teko de Guyane, les Crie du Québec... et les causes dont ils font art. Les peuples autochtones, dont de nombreuses études montrent qu'ils sont les gardiens de la biodiversité par leurs coutumes et rituels, possèdent des temps différents, notamment celui qui englobe la notion de soin et de réparation. À travers l'activisme des femmes anishinaabe détentrices de la marche de l'eau, la vidéaste Élisabeth LaPensée en fait la matière du jeu à réalité augmentée et du dispositif de type

karaoke (*L'eau la porte, elle porte l'eau*). Le discours ethnologique qui enferme souvent le rituel dans sa définition communautaire s'efface ici derrière la dimension performative de ces femmes qui marchent de la source vers l'océan en chantant pour la guérison de l'eau polluée. Elles ne croient pas au miracle mais à la prise de conscience. Certaines sont par ailleurs juristes et défendent le droit de vivre dans un environnement sain et propre. La valeur ancestrale de leurs mythes entre dans la sphère législative de certains pays : avec l'Équateur, la Nouvelle-Zélande a été l'un des premiers États à reconnaître des droits à la nature, donnant le statut d'entité vivante au fleuve *Whanganui*, désormais représenté par deux personnes, un membre de la communauté Maori Tūhoe et un autre du gouvernement.

Chaque temps de l'exposition (soin, interdépendance, crise et rencontre) s'ouvre par une installation artistique spécifique. Celle de Måret Ánne Sara est la plus politique, relevant du photojournalisme, de la sculpture et de l'activisme. Peuple nomade d'éleveurs de rennes, les Sami dont elle est issue se voient obligés par le gouvernement norvégien d'abattre 40 % de leur cheptel pour répondre au renouvellement des sols de leur territoire Sápmi, péjorativement appelé Laponie – qui signifie « torchon » en norvégien ou « problème » en suédois... Une décision unilatérale, sans concertation avec le parlement Sami, qui rappelle que des décisions pro-climat peuvent se rapprocher de politiques contraires, comme celles qui encouragent la déforestation. Car bien que leurs intentions



Vue de l'exposition *Injustice environnementale – Alternatives autochtones*, MEG, Genève, 2021.
 Au premier plan : Gyibaawm Laxha-David R. Boxley. Masque de la métamorphose du saumon
Lulootgm Amilgm Hoon et dessin *Ts'msyen*. 2020-21.

soient diamétralement opposées, elles se rejoignent quand la notion de peuple souverain rencontre une situation de type colonial. Montrées en signe de soutien dès le premier jugement d'un procès intenté par le frère de Máret Ánna Sara, l'artiste photographie les têtes de rennes tout juste abattus, qu'elle dispose en pile en référence aux « *piles of bones* », monticules de carcasses de bisons qui ont marqué au XIX^e siècle l'action des armées américaines pour affamer les peuples autochtones et les déplacer toujours plus vers l'Ouest. Photographiant à nouveau cette montagne de charognes mues à l'état d'ossements pour accompagner le second jugement, c'est comme un rideau de 400 crânes de bêtes, barant l'entrée de la cour suprême, qu'elle expose avec cette œuvre manifeste lors

de l'ultime pourvoi de l'État norvégien – qui avait perdu les deux premiers procès. Si la haute juridiction a alors réaffirmé le droit souverain de la Norvège, la *Pile o' Sápmi* fait depuis partie des collections du musée d'Oslo tandis qu'un recours est déposé auprès de la cour internationale des droits de l'homme depuis 2017. Les objets et œuvres exposés touchent autant à l'artisanat (vannerie, masques, pirogue), combinant tradition et modernité, qu'aux contes et à la poésie contemporaine (Kathy Jetnil-Kijiner et Aka Niviâna), à la peinture (aborigène, guyanaise) qu'aux formes multimédias en passant par les réseaux sociaux, les collaborations universitaires, etc. Et si l'esthétique symbolique s'accompagne de discours, elle se fond sans problème dans les codes occidentaux. Les peuples

autochtones ont cette capacité à s'intégrer et à se mobiliser, « à changer constamment de registre », souligne la conservatrice. Ces peuples nous rappellent que le principe juridique de la consultation et du consentement sont d'âpres combats parce qu'ils passent par le soutien de leur État pour obtenir les droits qu'ils souhaitent. En 2022, le pavillon nordique (Norvège, Suède, Finlande) de la Biennale de Venise sera pavillon Sápmi, avec notamment la participation de Máret Ánna Sara. Alors, ces récentes décisions auront-elles une portée autre que symbolique ? Et les convictions affirmées par Boris Wastiau parviendront-elles à transformer le musée de l'Alimentarium en contre-emblème du *greenwashing* d'une multinationale ? ■